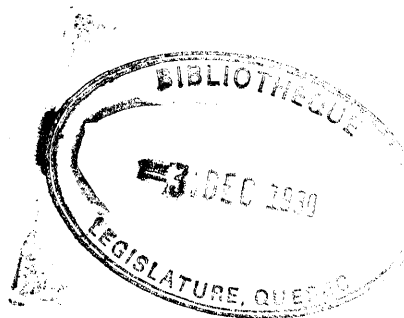


ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION



Projet de loi n° 16

Loi sur un renvoi à la Cour d'appel

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. Marc-André Bédard
Ministre de la justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 0

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet a pour objet de rendre possible, conformément à l'article 37 de la Loi concernant la Cour suprême du Canada (S.R.C., c. S-19), l'appel à la Cour suprême de l'opinion qui sera transmise au gouvernement, par la Cour d'appel du Québec, en réponse à toute question qu'il lui aura soumise et qui découle du projet de résolution commune du Sénat et de la Chambre des communes concernant la Constitution du Canada, de ses annexes, ou de leur dépôt ou de leur adoption par le Parlement du Canada.

Projet de loi n° 16

Loi sur un renvoi à la Cour d'appel

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'opinion certifiée qui sera transmise au gouvernement par la Cour d'appel, en vertu de l'article 5 de la Loi sur les renvois à la Cour d'appel (L.R.Q., c. R-23), sur toute question qu'il lui aura soumise et qui découle du projet de résolution portant adresse commune du Sénat et de la Chambre des communes à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada ainsi que des annexes à ce projet de résolution dont la Loi constitutionnelle de 1980, ou de leur dépôt ou de leur adoption par le Parlement du Canada, équivaudra à un jugement de cette Cour dont il pourra être interjeté appel à la Cour suprême du Canada comme d'un jugement dans une action.

Le gouvernement et toute personne qui aura été entendue sur cette question, en vertu de l'article 4 de ladite loi, à titre de personne intéressée ou de représentant d'une classe de personnes intéressées, auront qualité pour interjeter appel de cette opinion.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.